



Assemblée générale

Distr. GENERALE

A/CN.9/SER.C/ABSTRACTS/11
2 décembre 1996

ORIGINAL: FRANÇAIS

COMMISSION DES NATIONS UNIES
POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

RECUEIL DE JURISPRUDENCE CONCERNANT LES TEXTES DE LA CNUDCI

Table des matières

Page

| | |
|--|----|
| I. Décisions relatives à la Convention des Nations Unies sur les ventes (CVIM) | 2 |
| II. Décisions relatives à la Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer (Règles de Hambourg) (RH) | 10 |
| III. Renseignements supplémentaires | 11 |

INTRODUCTION

La présente compilation de sommaires de jurisprudence s'inscrit dans le cadre du système de collecte et de diffusion de renseignements sur les décisions judiciaires et sentences arbitrales concernant des conventions et lois types émanant des travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). On trouvera des renseignements sur les caractéristiques du système et sur son utilisation dans le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE/1).

Sauf indication contraire, les sommaires ont été établis par des correspondants nationaux désignés par leur gouvernement. On notera que ni les correspondants nationaux, ni quiconque participant directement ou indirectement au fonctionnement du système n'assument aucune responsabilité en cas d'erreur ou d'omission.

Copyright © Nations Unies 1996
Imprimé en Autriche

Tous droits réservés. Les demandes de reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées au Secrétaire du Comité des publications des Nations Unies, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New-York, N.Y. 10017 (Etats-Unis d'Amérique). Les gouvernements et institutions gouvernementales peuvent reproduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Organisation des Nations Unies.

I. DECISIONS RELATIVES A LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LES VENTES (CVIM)

Décision 150: CVIM 1-1a): 35

France: Cour de cassation (1ère ch. civile)

23 janvier 1996

Société SACOVINI v. SARL LES FILS DE HENRI RAMEL

Original en français

Publiée en français: Recueil Dalloz Sirey 1996, Jurisprudence, 334; [1996] UNILEX

Compte rendu en anglais: [1996] UNILEX

Commentaire en français: C. Witz, Recueil Dalloz Sirey 1996, Jurisprudence, 334

La société venderesse établie en Italie avait conclu en 1988 plusieurs contrats de vente de vin avec des acheteurs français. Ayant appris que cette même année du vin italien frelaté avait été importé en France, les acheteurs saisirent le Service de la répression des fraudes. Ce dernier conclut que le vin était effectivement frelaté.

Les négociants français ont alors demandé, devant le Tribunal de commerce de Sète puis devant la Cour d'appel de Montpellier, la résolution des ventes portant sur le vin litigieux ainsi que la réparation du préjudice matériel et moral qu'ils avaient subi.

La Cour d'appel a prononcé, en application du droit interne français, la résiliation de ventes de lots de vin aux torts exclusifs du vendeur, celui-ci n'ayant pas respecté son obligation contractuelle de délivrance d'un vin conforme, loyal et marchand.

La société Sacovini s'est pourvue en cassation sans invoquer l'applicabilité de la CVIM. Elle a reproché à la Cour d'appel d'avoir prononcé la résiliation aux torts du vendeur, la délivrance d'un vin chaptalisé ne pouvant, selon l'auteur du pourvoi, constituer un manquement aux obligations du vendeur. Par ailleurs, le vendeur italien a fait valoir qu'il n'existait pas de lien de causalité entre la chaptalisation du vin et le préjudice allégué, dès lors qu'il était constaté, pour certains lots, que les conditions de transport avaient rendu le vin impropre à la consommation.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi. Elle a estimé que le contrat litigieux était une vente internationale de marchandises, à laquelle devait s'appliquer la CVIM, entrée en vigueur le 1er janvier 1988 entre la France et l'Italie et que la Cour d'appel avait respecté les dispositions de ce traité, spécialement son article 35, en retenant que la Société Sacovini, en livrant du vin chaptalisé, n'avait pas exécuté son obligation de livrer une marchandise conforme au contrat. Enfin, en ce qui concerne l'absence de lien de causalité entre la chaptalisation du vin et le préjudice allégué, la Cour de cassation s'est abritée derrière la constatation souveraine des juges du fond selon lesquels la manipulation avait, à elle seule, rendu le vin impropre à la consommation.

Décision 151: CVIM 1-1 a); 6: 55

France: Cour d'appel de Grenoble (ch. commerciale)

26 avril 1995

Entreprise Alain VEYRON v. Société E. AMBROSIO

Original en français

Publiée en français: [1996] UNILEX

Compte rendu en anglais: [1996] UNILEX

Une société établie en Italie a conclu en 1989 un contrat de collaboration commerciale avec une personne physique établie en France. Celle-ci était ainsi devenue le représentant et l'importateur exclusif des confiseries exportées par l'entreprise italienne. Un an plus tard, la société italienne a rompu l'accord de collaboration, ce qui a déclenché le litige.

La Cour d'appel énonce que le contrat de collaboration commerciale relève pour une part de la vente et pour une autre de la représentation, et que la partie relevant du droit de la vente est régie par la CVIM pour avoir été conclue entre un vendeur et un acheteur établis respectivement en Italie et en France, États parties à la CVIM(art. 1-1 a)).

La Cour d'appel se prononce sur une éventuelle responsabilité de la Société italienne dans la rupture du contrat, au regard de la part du contrat de collaboration commerciale relevant de la vente. La Cour s'appuie sur une disposition du contrat de collaboration selon laquelle celui-ci est susceptible de révocation, sans possibilité d'opposition de la part de l'agent. La Cour énonce aussi que l'entreprise italienne n'est tenue de verser aucune somme au titre de la rupture du contrat. La Cour d'appel souligne qu'une pareille stipulation n'est pas prohibée par la CVIM et que les parties peuvent librement convenir que le vendeur pourra refuser de poursuivre les relations contractuelles dès lors qu'il ne remettra pas en cause l'exécution d'un contrat de vente précédemment conclu. La Cour d'appel observe qu'il n'est pas allégué en l'espèce que la décision de rupture des relations se soit traduite par un refus d'exécution ou une exécution incomplète d'une commande précédemment passée. Les juges en déduisent qu'aucune faute n'est donc imputable à la Société italienne dans la rupture de la part du contrat de collaboration commerciale relevant de la vente.

La Cour d'appel se prononce aussi sur le jeu de l'article 55 de la CVIM dont l'agent commercial s'est prévalu. Celui-ci a fait valoir que son successeur a bénéficié de prix inférieurs à ceux qui lui ont été facturés et a demandé à la Cour d'appel de réduire en conséquence la créance réclamée par l'exportateur italien. La Cour d'appel énonce que "la référence faite par l'article 55 de la CVIM au prix du marché, pour autant que cet article soit applicable en la cause, cède devant un accord contraire des parties comme l'ensemble des dispositions de la CVIM, à l'exception de l'article 12 (art. 6)". La Cour d'appel observe aussi que les protestations émises par l'agent lors d'une augmentation des tarifs intervenue en 1990 ne remettaient pas en cause le contrat de vente lui-même et qu'elles exprimaient seulement des doléances générales sur les relations d'affaires des parties et sur les difficultés rencontrées face à la concurrence. La Cour d'appel observe enfin que l'agent commercial ayant pris livraison des marchandises sans remettre en cause de façon précise leur prix de vente, l'exportateur a pu, conformément à l'article 8, § 2 et 3 de la CVIM, interpréter le comportement de l'agent comme une indication d'acceptation du tarif.

Décision 152: CVIM 1-1 b); 35; 48-1; 49; 78

France: Cour d'appel de Grenoble (ch. commerciale)

26 avril 1995

MARQUES ROQUE Joaquim v. SARL HOLDING MANIN RIVIÈRE

Original en français

Publiée en français: [1996] UNILEX

Compte rendu en anglais: [1996] UNILEX

Une société établie en France a vendu à une personne physique domiciliée au Portugal un entrepôt d'occasion pour un prix de 500 000 Frs, comprenant le démontage et les frais de mise à disposition, le prix de l'entrepôt étant de 381 200 Frs, les frais de démontage et de mise à disposition s'élevant à 118 800 Ffrs. A la suite du refus de l'acheteur de régler la dernière fraction du prix au motif que les éléments métalliques démontés étaient défectueux, la Cour d'appel de Grenoble énonce que le contrat litigieux inclut la vente d'un hangar d'occasion ainsi que son démontage et qu'il résulte des factures produites que la prestation de service n'est pas prépondérante. La Cour en conclut que le contrat entre dans le champ d'application de la CVIM (art. 3-2).

La Cour d'appel souligne ensuite que le contrat était conclu entre un vendeur établi en France et un acheteur établi au Portugal, que la France est partie à la CVIM alors que le Portugal ne l'a ni signée ni ratifiée et qu'il y a donc lieu de rechercher si la CVIM est applicable par le biais des règles de droit international privé (art. 1-1 b)).

Après avoir fait application de la Convention de La Haye du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes d'objets mobiliers corporels, la Cour aboutit à la loi française, en tant que loi du pays où le vendeur a sa résidence habituelle au moment où il a reçu la commande (art. 3-1 de la Convention de La Haye). La Cour applique ainsi la CVIM car "depuis le 1er janvier 1988, la loi interne française applicable aux ventes internationales est la Convention de Vienne du 11 avril 1980". Les juges ont estimé, à la lumière de l'article 35 de la CVIM, qu'une certaine quantité de marchandises n'était pas propre à l'usage spécial de remontage à l'identique porté expressément à la connaissance du vendeur. Ce défaut portant sur une partie seulement de l'entrepôt et concernant des éléments métalliques susceptibles d'être réparés, ne constituait pas une contravention essentielle de nature à priver substantiellement l'acheteur de ce qu'il était en droit d'attendre du contrat. Les juges en ont déduit que cette contravention ne justifiait pas une résolution du contrat en application de l'article 49.

La Cour observe ensuite que cette résolution n'est au demeurant pas intervenue, les parties ayant prévu que le vendeur réparerait les éléments métalliques endommagés. A l'objection de l'acheteur selon lequel l'engagement porterait sur une réfection à neuf, les juges constatent qu'il n'est pas établi que le vendeur ait accepté une telle charge ayant pour effet de multiplier par 40 la valeur de certains éléments vendus. Le vendeur ayant tenu à la disposition de l'acheteur des éléments de remplacement qui ne comportaient que de très légères déformations, le vendeur a réparé, conformément à l'article 46-3 de la CVIM, le défaut de conformité des marchandises vendues.

La Cour accorde des dommages-intérêts à l'acheteur après avoir observé que celui-ci conserve le droit de demander des dommages-intérêts malgré la réparation en nature faite par le vendeur (art. 48-1).

Enfin, quant aux intérêts moratoires et à la capitalisation des intérêts réclamés par le vendeur, la Cour d'appel observe que l'article 78 de la CVIM énonce que tout retard de paiement donne lieu à paiement des

intérêts moratoires sans mise en demeure et que ceux-ci devraient courir à partir de la date à laquelle les marchandises de remplacement ont été tenues à la disposition de l'acheteur. La Cour décide que les intérêts seront capitalisés lorsqu'une année entière aura couru à compter des conclusions d'appel dans lesquelles le vendeur en a fait pour la première fois la demande.

Décision 153: CVIM 1-1 a); 29-1; 31 a) et c); 57-1; 78

France: Cour d'appel de Grenoble (ch. commerciale)

29 mars 1995

Société CAMARA AGRARIA PROVINCIAL DE GUIPUZCOA v. André MARGARON

Original en français

Publiée en français: [1995] UNILEX, E.95-2

Compte rendu en anglais: [1995] UNILEX, D.95-2

Un vendeur français et un acheteur espagnol ont conclu plusieurs contrats de vente de maïs. Toutes les livraisons ont été réalisées, mais l'acheteur n'a pas payé la totalité du prix. Le vendeur a intenté une action contre l'acheteur devant un tribunal français, en demandant le paiement du prix et des intérêts.

En première instance, le Tribunal de grande instance de Grenoble, sans appliquer la CVIM, a condamné l'acheteur à payer l'intégralité du prix, mais a considéré que le vendeur n'avait pas droit au paiement d'intérêts.

L'acheteur a interjeté appel, en objectant que le tribunal français n'était pas compétent et en demandant aussi une réduction du prix sur la base d'un accord né d'une réunion des parties postérieure à la conclusion du contrat.

La Cour d'appel a estimé que la CVIM était applicable car il s'agissait d'un contrat de vente internationale de marchandises conclu entre deux contractants établis dans deux Etats différents, parties à la CVIM.

Pour déterminer le lieu de paiement du prix, la Cour d'appel a reproduit la teneur de l'article 57, alinéa 1, ainsi que celle de l'article 31, points a) et c) et estime en conséquence que l'obligation de payer le prix devait s'exécuter dans le ressort du Tribunal de grande instance de Grenoble, que le paiement ait été ou non subordonné à la livraison des marchandises.

En ce qui concerne la réduction du prix demandée par l'acheteur, la Cour a considéré que, sur la base de l'article 29 de la CVIM, un contrat pouvait être modifié par un simple accord des parties. Cependant, elle a estimé que la modification du prix de vente ne pouvait, comme en l'espèce, résulter de l'ambiance générale d'une réunion.

Le vendeur s'est vu reconnaître droit au paiement du prix et d'intérêts moratoires. La Cour d'appel s'est référée à cet effet à l'article 78 de la CVIM et a constaté qu'à la différence du droit français, une mise en demeure n'était pas nécessaire. Enfin, la Cour d'appel a prononcé la capitalisation des intérêts sollicitée par le vendeur.

Décision 154: CVIM 1-1 a); 7-1; 8-1; 25; 64-1; 73-2

France: Cour d'appel de Grenoble (ch. commerciale)

SARL BRI PRODUCTION "BONAVENTURE" v. Société PAN AFRICA EXPORT

22 février 1995

Original en français

Publiée en français: [1995] UNILEX, E.95-L; Journal du droit international 1995, 632

Compte rendu en anglais: [1995] UNILEX, D.95-1

Commentaire: Ph. Kahn, Journal du droit international 1995, 639

Un vendeur français, fabricant de jeans, avait conclu un contrat de vente d'une certaine quantité de marchandises avec un acheteur établi aux Etats-Unis. Il était prévu que les jeans achetés étaient à destination de l'Amérique du Sud et de l'Afrique.

Tant au cours des négociations précédant le contrat que dans le suivi de son exécution, le vendeur avait, constamment et avec insistance, demandé les preuves de la destination des marchandises vendues. Elles s'étaient révélées au cours d'une deuxième livraison avoir été livrées en Espagne.

Le refus du vendeur de poursuivre ses relations commerciales et de procéder à de nouvelles livraisons a déclenché le procès.

La Cour d'appel applique l'article 1-1 a) de la CVIM pour déterminer le droit applicable en l'espèce, puisque l'acheteur et le vendeur sont ressortissants de deux Etats différents, parties à la CVIM.

La Cour se fonde alors sur l'article 8-1 de la CVIM pour conclure que la Société américaine n'a pas respecté les intentions de la Société française, qui étaient de connaître la destination de la marchandise. Cette attitude constitue une contravention essentielle au contrat, au sens de l'article 25 de la CVIM.

D'après l'article 64-1, le vendeur peut déclarer le contrat résolu. La Cour d'appel retient cette solution en s'appuyant également sur l'article 73-2 relatif aux contrats à livraisons successives.

Enfin, elle condamne la Société américaine à une somme de 10 000 Ffrs à titre de dommages-intérêts pour procédure abusive en estimant que le comportement de l'acheteur, "contraire au principe de bonne foi dans le commerce international, édicté par l'article 7 de la CVIM, aggravé par la prise de position judiciaire de demandeur au procès, caractérise l'abus de procédure".

Décision 155: CVIM 19-2: 86-1

France: Cour de cassation (1ère ch. civile)

Arrêt rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22.04.92

4 janvier 1995

Société FAUBA v. Société FUJITSU

Original en français

Publiée en français: Recueil Dalloz Sirey 1995, Jurisprudence, 289; [1996] UNILEX ; Witz, Claude, Les premières applications jurisprudentielles du droit uniforme de la vente internationale - Convention des Nations Unies du 11 avril 1980, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), Collection Droit des Affaires, Paris, (1995) 140

Commentaire en français: Witz, voir Recueil Dalloz Sirey 1995, Jurisprudence, 290; Witz, voir L.G.D.J. ci-dessus (1995) 61; 69

Compte rendu en anglais: [1996] UNILEX

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par l'acheteur français contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris relatif à la formation du contrat de vente. L'acheteur faisait valoir que le contrat ne s'était pas formé et qu'en décidant le contraire, la Cour d'appel avait violé l'article 19 de la CVIM. La Cour d'appel aurait également violé l'article 86 de la CVIM en estimant que l'acheteur aurait dû retourner immédiatement le matériel livré excédentaire.

La Cour de cassation s'abrite derrière le pouvoir souverain des juges du fond quant à l'existence d'un accord des parties sur la chose et le prix, y compris sur une révision du prix initial en fonction du marché et les modifications apportées à la consistance de la commande. Ce faisant, la Cour de cassation ne mentionne aucune disposition de la CVIM.

En second lieu, la Cour de cassation rappelle le contenu de l'article 86, alinéa 1, de la CVIM selon lequel l'acheteur qui a reçu les marchandises et entend les refuser est fondé à les retenir jusqu'à ce qu'il ait obtenu du vendeur le remboursement de ses dépenses raisonnables pour en assurer la conservation. Pour rejeter le pourvoi sur ce point, la Cour de cassation relève que l'acheteur "n'a jamais allégué avoir exposé de telles dépenses pour celles des marchandises qui ne correspondaient pas à ses commandes".

Décision 156: CVIM 57-1 a)

France: Cour d'appel de Paris (1ère ch., sect. urgence)

10 novembre 1993

Société LORRAINE DES PRODUITS MÉTALLURGIQUES v. BANQUE PARIBAS BELGIQUE S.A. et Société BVBA FINECCO

Original en français

Publiée en français: Juris-Classeur Périodique, éd. G, 1994, II, n° 22314; [1995] UNILEX, E.93-23; Journal du droit international 1994, 678

Compte rendu en anglais: [1995] UNILEX, D.93-23

Commentaire: Audit, Juris-Classeur Périodique, éd. G, 1994, II, n° 22314 ; Jacquet, Journal du droit international 1994, 683; Dubarry-Loquin, Revue trimestrielle de droit commercial 1994, 698

En juillet 1991, un vendeur français et un acheteur belge avaient conclu un contrat de vente de tôles. Le paiement du prix était garanti par une banque belge.

L'acheteur n'ayant pas payé à la date convenue, le vendeur a intenté une action en paiement devant un tribunal français (Tribunal de commerce de Bobigny) contre l'acheteur et son garant.

Le Tribunal de commerce s'est déclaré incompétent et a renvoyé la cause et l'ensemble des parties devant le Tribunal de Gand (Belgique).

Le vendeur a formé contredit à cette décision, en invoquant la compétence du tribunal français.

La Cour d'appel a appliqué la CVIM pour déterminer le lieu de paiement du prix. Elle a considéré qu'en application de l'article 57 de la CVIM le prix devait être payé à l'établissement du vendeur, aucune stipulation particulière n'ayant été convenue par les parties.

La Cour d'appel a, en conséquence, affirmé sa compétence.

Décision 157: CVIM 3-1

France: Cour d'appel de Chambéry (ch. civ.)

25 mai 1993

Société AMD ELECTRONIQUE v. Société ROSENBERGER SIAM S.p.A

Original en français

Publiée en français: Revue de Jurisprudence Commerciale 1995, 242; [1995] UNILEX, E.93-16

Compte rendu en français: Bull. inf. C. cass, 01-10-1993, 35

En anglais: [1995] UNILEX, D.93-16

Commentaire en français: Witz, Claude, Revue de Jurisprudence Commerciale 1995, 244; Les premières applications jurisprudentielles du droit uniforme de la vente internationale - Convention des Nations Unies du 11 avril 1980, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence(L.G.D.J.), Collection Droit des Affaires, Paris, (1995) 34

L'acheteur, société de droit italien, a passé commande en février 1990 à la société française venderesse, de connecteurs. Au terme de l'accord, les connecteurs devaient être réalisés à partir de dessins fournis par la société Rosenberger et contrôlés selon les normes retenues et communiquées par cette société.

Certaines difficultés sont survenues entre les parties. Le 18 juin 1991, le vendeur a assigné son cocontractant devant le Tribunal de grande instance de Bonneville en paiement du prix de marchandises livrées et non réglées. L'acheteur a soulevé l'incompétence de la juridiction française au profit de la juridiction italienne. Le 6 janvier 1993, le Tribunal a fait droit à l'exception, au motif que la défenderesse était domiciliée en Italie et que la livraison se faisait aussi en Italie.

Le vendeur a interjeté appel.

Pour déterminer le lieu d'exécution de l'obligation de paiement du prix, dans le cadre de l'application de l'article 5-1 de la Convention de Bruxelles concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, la Cour d'appel a vérifié l'applicabilité de la CVIM. Elle estime que le contrat litigieux n'est pas une vente au sens de la CVIM, laquelle n'est pas applicable lorsque, comme en l'espèce, la partie qui commande fournit "une part essentielle des éléments matériels nécessaires à cette fabrication ou production". (cf. art.3, al. 1, CVIM).

Décision 158: CVIM 1-1 b); 23

France: Cour d'appel de Paris(15ème ch.)

22 avril 1992

Société FAUBA v. Société FUJITSU

Original en français:

Publiée en français: [1996] UNILEX ; Witz, Claude, Les premières applications jurisprudentielles du droit uniforme de la vente internationale - Convention des Nations Unies du 11 avril 1980, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), Collection Droit des Affaires, Paris, (1995), 135

Commentaire en français: Witz, V., L.G.D.J. ci-dessus, 29;59;69; Witz, Recueil Dalloz Sirey 1995, 19è Cahier, Chronique, 143

Compte rendu en anglais: [1996] UNILEX

Le demandeur, acheteur français, avait commandé le 22 mars 1990 plusieurs lots de composants électroniques au défendeur, vendeur allemand, par l'intermédiaire du bureau de liaison en France du défendeur. L'acheteur avait accepté le prix préalablement indiqué par le fournisseur mais avait demandé à ce qu'il soit revu en fonction de la baisse du marché. Dans son acceptation de la commande, le vendeur avait répondu que les prix étaient révisables à la hausse ou à la baisse comme convenu en fonction du marché, mais que certaines pièces ne pourraient être livrées. Un entretien téléphonique a eu lieu entre les parties le 26 mars et le vendeur allemand a adressé à son partenaire un télex du même jour qui fait état de l'accord de celui-ci pour modifier un poste de la commande. Par télex du 13 avril, l'acheteur français a modifié à nouveau sa commande, changement que le vendeur allemand a déclaré ne pouvoir accepter pour les livraisons à court terme.

Devant la Cour d'appel de Paris, le demandeur a soutenu que le contrat ne s'était pas formé à la suite des modifications apportées à la commande initiale qui avaient révélé un désaccord entre les parties, et a invoqué à cet effet l'article 19 de la CVIM. Le demandeur a fait valoir en outre que, conformément à l'article 4 de cet instrument, il y a lieu de tenir compte du droit commun français en ce qui concerne le prix de vente.

La Cour d'appel a considéré que le bureau de liaison du vendeur installé en France n'avait pas la personnalité morale propre et qu'il s'agissait donc d'un contrat de vente internationale entre une société française et une société allemande. Elle a décidé que la CVIM (art. 1-1 b)) était applicable en l'espèce.

Concernant la formation du contrat, la Cour d'appel a estimé que le contrat s'était valablement formé en raison du consentement des parties sur la chose et le prix et qu'il avait pris effet dès réception par l'acheteur de l'acceptation de la commande par le vendeur conformément à l'article 23 de la CVIM. Par ailleurs, l'acheteur ayant fait valoir que le vendeur avait livré des marchandises excédentaires, la Cour d'appel a énoncé que si la quantité de matériel livré ne correspondait pas à celle de la commande, il appartenait à l'acheteur de retourner immédiatement les marchandises excédentaires. Enfin, en ce qui concerne le prix, la Cour a souligné que l'accord des parties sur la révision en fonction du marché n'avait pas rendu ce prix indéterminable, sans indiquer à la lumière de quels principes juridiques elle a ainsi estimé le prix déterminable.

II. DECISIONS RELATIVES A LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR MER (REGLES DE HAMBOURG) (RH)

Décision 159: RH 2-1 b); 4-2 b); 5-1

France: Tribunal de commerce de Marseille

23 janvier 1996

Compagnie sénégalaise d'assurances et de réassurances-CSAR et 27 autres compagnies c. Roscoe Shipping CO, M. le Capitaine du navire "World Appolo", Steaming Mutual Underwriting Association.

Original en français

Publiée en français: Revue de droit commercial, maritime, aérien et des transports 1996, 51

Le transporteur avait pris en charge sans aucune réserve une cargaison de sacs de riz, au départ d'un port thaïlandais et à destination du port de Dakar, au Sénégal.

L'assureur du navire avait délivré au destinataire une lettre de garantie en sûreté des condamnations qui pouvaient être mises à la charge de l'armateur du navire, au titre de sa responsabilité de transporteur. Selon cette lettre, l'assureur du navire s'engageait à régler, dans la limite d'un certain montant, toute condamnation définitive prononcée par un jugement du Tribunal de commerce de Marseille ou de la Cour d'appel compétente.

A l'arrivée, une expertise amiable contradictoire menée tout au long du déchargement a établi l'existence d'avaries successives et de manquants pour une certaine somme.

Après avoir indemnisé le destinataire, ses assureurs ont saisi le Tribunal de commerce de Marseille sur la base d'un droit de subrogation légale qu'ils possédaient à l'encontre du transporteur maritime et de ses assureurs.

Le Tribunal de commerce a appliqué les RH en se fondant sur l'article 2-1 b), qui stipule que "Les dispositions de la présente Convention s'appliquent à tous les contrats de transport par mer entre deux Etats différents lorsque: (...) Le port de déchargement prévu dans le contrat de transport par mer est situé dans un Etat contractant...".

Pour déterminer la responsabilité du transporteur pour les avaries survenues lors du déchargement, le Tribunal a utilisé l'article 4-1 des RH selon lequel "... la responsabilité du transporteur en ce qui concerne les marchandises couvre la période pendant laquelle les marchandises sont sous sa garde au port de chargement, durant le transport et au port de déchargement", l'article 4-2 b)i) précisant que les marchandises sont réputées être sous la garde du transporteur jusqu'au moment où il effectue la livraison en remettant les marchandises au destinataire.

Le Tribunal a relevé que les RH ne définissent pas de manière formelle le moment de la livraison et a estimé que, faute de limitation impérative, le transporteur pouvait incontestablement se prévaloir d'une livraison lors de l'ouverture des panneaux et de la mise à disposition des marchandises.

Le Tribunal a observé que le connaissance comportait la mention "Dakar free out" et que cette mention ne mettait pas seulement les frais de déchargement à la charge du destinataire, mais indiquait aussi que tous les dommages consécutifs audit déchargement ne pouvaient être imputés au transporteur maritime dont la responsabilité, selon l'article 5-1 des RH, se trouvait engagée de plein droit au titre des pertes et avaries subies

par la marchandise antérieurement à la livraison, sauf à ce dernier de rapporter la preuve d'avoir "pris toutes les mesures pouvant raisonnablement être exigées pour éviter l'événement et ses conséquences".

Sur cette base, le Tribunal a fait droit à l'action en dommages des assureurs du destinataire.

Décision 160: RH 16

Tunisie: Tribunal de première instance de Tunis (9ème ch.)

2 novembre 1994

Société tuniso-européenne d'assurances et de réassurances "carte" c. Sudcargos

Original en français

Publiée: Revue de droit commercial, maritime, aérien et des transports 1996, 40

(Sommaire rédigé par David Morán Bovio)

La société défenderesse avait transporté, pour le compte du destinataire, des marchandises jusqu'au port de Radès, en Tunisie. A l'embarquement de la marchandise, la défenderesse avait stipulé une réserve dans le connaissement. Cette dernière dispensait le transporteur de toute responsabilité quant au nombre et au genre des colis car les conteneurs avaient été présentés scellés au plomb et il était ainsi impossible de vérifier la véracité des désignations de marchandises indiquées sur le connaissement.

Après le déchargement, le destinataire s'est rendu compte que certains colis avaient disparu. Il l'a signalé à son assureur qui l'a indemnisé. L'assureur a alors intenté une action devant le Tribunal de première instance de Tunis visant à établir la responsabilité du transporteur maritime et à lui faire payer la valeur de la marchandise disparue.

Le Tribunal a appliqué l'article 16 des RH, ratifiée par la République tunisienne, qui permet à un transporteur d'émettre des réserves motivées dans le cas où il aurait des motifs sérieux pour douter du bien-fondé des désignations présentées par l'expéditeur dans le connaissement. Dès lors, il incombait au destinataire de prouver la véracité des désignations pour pouvoir engager la responsabilité du transporteur. Or, le destinataire n'a pas prouvé le nombre ou le genre des colis remis au départ au transporteur.

Le Tribunal a alors conclu que l'avarie était considérée comme non constante et que la responsabilité du transporteur ne pouvait être engagée.

III. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Décision 134

Publiée en allemand: OLG München, 8.3.1995 (7 U 5460/94), Recht der Internationalen Wirtschaft (RIW) 1996, 854.

* * *